

<p>ACCORD CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE DE TRAVAUX DE REVETEMENT DE MOQUETTE</p>

*Procédure adaptée ouverte passée en application des dispositions de l'article
R.2123-1 du code de la commande publique*

Type de marché

Travaux

Référence du marché

2025-013-DBE

Pouvoir adjudicateur

Comédie Française
1 Place Colette
75001 Paris

SOMMAIRE

1. GENERALITES	3
1.1 OBJET DES TRAVAUX	3
1.2 DOCUMENTS DE BASE	3
1.3 NORMES ET REGLEMENTS	3
1.4 CONSISTANCE DES TRAVAUX	4
1.5 CONCEPTION ET CLASSIFICATION DES LOCAUX EN MATIERE DE SECURITE	4
1.6 PLANNING DES TRAVAUX	4
1.7 CONTROLE INTERNE DES ENTREPRISES	4
1.8 RECONNAISSANCE DES LIEUX	5
1.9 PROPRIETAIRE DES LIEUX, RIVERAINS ET VOIES D'ACCES.....	5
1.10 NUISANCES SONORES.....	6
1.11 PLANS D'EXECUTION DES OUVRAGES, D'ATELIER, DE CHANTIER ET DE SYNTHESE	6
1.12 COORDINATION	7
1.13 CHOIX DES PROCEDES	7
1.14 NATURE ET CARACTERISTIQUE DES MATERIAUX	8
1.15 STOCKAGE DES MATERIAUX.....	8
1.16 RECONNAISSANCE DES SUBJECTILES.....	9
1.17 PROTECTION ET NETTOYAGE.....	9
1.18 INTERPRETATION DU CCTP.....	10
1.19 PRECONISATIONS	11
1.20 RESPONSABILITE DU TITULAIRE	11
1.21 RECEPTION DES TRAVAUX.....	11

1. GENERALITES

1.1 OBJET DES TRAVAUX

Le présent accord-cadre a pour objet les petits travaux d'entretien et de rénovation sur des sites de la Comédie Française dont certains classés au titre des patrimoines historiques.

Les travaux prévus au présent accord-cadre concernent des prestations de :

- Fourniture et pose/dépose de moquettes

Les travaux se dérouleront systématiquement en site sensible et occupé, notamment en ce qui concerne le site principal (Richelieu) où des répétitions et des représentations théâtrales ont lieu tous les jours de la semaine.

En conséquence, les travaux bruyants ne sont pas autorisés sur le site principal de 13h00 à 2H00.

1.2 DOCUMENTS DE BASE

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elle se trouvera être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre.

En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les Documents Techniques Unifiés (DTU), Normes Françaises Homologuées (NF).

1.3 NORMES ET REGLEMENTS

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre aux clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui sont applicables aux travaux du marché, dont notamment les suivants :

- DTU / CCTG.
- Normes.
- Règles de calcul.
- Cahiers des prescriptions communes.
- Règles professionnelles
- Textes législatifs et textes réglementaires.
- Directive européenne « Produits de construction »

Le Titulaire est contractuellement réputé parfaitement connaître les documents contractuels énumérés ci - dessus applicables aux travaux de son marché.

Règlementations générales applicables aux travaux :

Le titulaire, en application des dispositions de cet article, est contractuellement réputé connaître tous les documents techniques concernant les travaux qui incombent à son lot.

Le titulaire devra impérativement respecter toutes les prescriptions, spécifications et autres de cette réglementation applicable aux travaux de son lot.

Se reporter au CCTL pour :

- Code civil.
- Code de la construction et de l'habitation.
- Code général des collectivités territoriales.
- Code des communes.
- Code de la santé publique.
- Code de l'urbanisme.
- Code rural.

- Code du travail.
- Tous les autres codes applicables.
- Règlement sanitaire national et/ou départemental.
- Réglementation sécurité incendie.
- Textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier, etc.

1.4 CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux comportent suivant les besoins :

- La mise en place des protections diverses,
- L'amenée et le repli du matériel
- La reconnaissance et la réception de tous supports,
- Tous travaux de réservation et de finition,
- Le respect des règles d'hygiène et de sécurité,
- La dépose et la repose de moquettes,
- Tous les matériels pour l'exécution des travaux,
- Le nettoyage de chantier et l'enlèvement de tous les matériaux, matériels et équipements déposés, au fur et à mesure de l'avancement des travaux,
- L'évacuation et tri des déchets de chantier à la déchetterie.

1.5 CONCEPTION ET CLASSIFICATION DES LOCAUX EN MATIERE DE SECURITE

Compte tenu de l'affectation des locaux, tous les travaux seront réalisés en conformité avec les règles de sécurité applicables aux Etablissements classés selon le R.I.C.T

L'ensemble des travaux réalisés devra donc répondre, indépendamment des Règles de l'Art, aux exigences réglementaires suivantes :

Référence des textes réglementaires :

- Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public suivant l'arrêté du 25 juin 1980 (établissements ERP type L spectacle, N restauration et M magasins);
- Code du travail portant réglementation des conditions générales d'hygiène et de sécurité du Travail.

Matériaux et produits hors domaine d'application des DTU/CCTG :

Pour les matériaux ou procédés non traditionnels ou innovants qui n'entrent pas dans le cadre des documents contractuels visés ci-dessus, les Titulaires doivent se conformer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

- Avis Techniques,
- Agréments européens,
- ou, à défaut, règles et prescriptions de mise en œuvre du fabricant.

1.6 PLANNING DES TRAVAUX

Chaque bon de commande comprendra le planning des travaux ou a minima les délais d'exécution.

1.7 CONTROLE INTERNE DES ENTREPRISES

Le contrôle interne à mettre en pratique par les Entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, le Titulaire s'assurera que les produits

commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications du marché. Il remettra à cet effet, en préalable à leur commande, un Plan d'Assurance Qualité à la Maîtrise d'œuvre, comportant les fiches techniques et des échantillons des produits à commander.

- Au niveau du stockage, le Titulaire s'assurera que les fournitures sensibles sont protégées conformément aux prescriptions du fabricant.
- Au niveau de la mise en œuvre, il sera de la responsabilité du Titulaire de vérifier que la réalisation de ses travaux est conforme aux D.T.U., aux règles de l'Art et aux prescriptions minimum du CCTP, y compris en termes de réduction des nuisances causées à l'environnement (bruits, vibrations, poussières, etc.). Il est rappelé en effet que le Bureau de Contrôle et la Maîtrise d'œuvre le cas échéant n'ont pas à se substituer au Titulaire pour la surveillance permanente des travaux effectués par son personnel.

1.8 RECONNAISSANCE DES LIEUX

ÉTAT DES LIEUX

Le Titulaire est réputé parfaitement connaître les lieux.

Le Titulaire accepte donc par les présentes, les conséquences notamment financières des risques encourus.

RÉCEPTION DES LIEUX

Le fait de commencer les travaux, suppose que le Titulaire accepte les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler.

S'il avait des réserves à formuler, il devra demander l'inscription en P.V. à le maître d'ouvrage ou au coordinateur de travaux, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, sa réclamation serait jugée irrecevable.

Il appartiendra alors au Titulaire et au Maître d'Œuvre de prendre toutes décisions en vue de l'obtention des supports conformes.

Le Maître d'Œuvre pourra être amené à prescrire des travaux complémentaires nécessaires.

Selon leur nature, ces travaux complémentaires seront réalisés, soit par le lot ayant exécuté les supports, soit par le titulaire, mais les frais en seront toujours supportés par le Titulaire ayant exécuté les supports

En conséquence, le Titulaire est censé avoir reconnu les lieux et s'être rendu compte sur place des moyens d'accès au chantier, et des activités des différents riverains.

Il ne pourra donc se prévaloir de manquer d'éléments de travail, tant pour l'étude de son prix que pour la prise en compte au niveau de son mode opératoire des contraintes liées aux activités des riverains, et notamment l'obligation d'utiliser les matériels les moins bruyants et les moins polluants.

1.9 PROPRIETAIRE DES LIEUX, RIVERAINS ET VOIES D'ACCES

Le Titulaire est tenu de prendre à sa charge toutes les incidences pouvant être subies par le propriétaire des lieux, et par les riverains, du fait de ses propres travaux :

Occupation temporaire du domaine public ou privé hors emprise du chantier ;

- Nettoyage et remise en état des lieux souillés ou endommagés par son matériel ou son personnel ;
- Réparation des désordres causés aux biens meubles ou immeubles appartenant tant au propriétaire des lieux qu'à des tiers.

Il devra prendre en compte dans ses modes opératoires la contrainte de ne causer aucun trouble ni péril aux riverains, autre que ceux tolérables dans le cadre de la réglementation et des exigences du présent CCTP.

Le Titulaire effectuera les manutentions et déchargements avec ses propres moyens.

Compte tenu de l'exigüité des voies d'accès, seuls pourront être utilisés des véhicules de gabarit moyen.

Avant toute intervention sur place, un repérage des zones concernées devra être fait par le Titulaire ainsi

qu'un état des lieux afin, en cas de dégradation pendant les travaux, de restituer l'état initial de chaque zone et de ses abords en fin de travaux.

Le Titulaire sera tenu de se conformer aux règlements en vigueur en matière de voirie et de circulation et en assumera les frais.

Il prendra en particulier toutes précautions pour éviter les chutes de matériaux sur le domaine public ou privé et y effectuera en permanence tous les nettoyages nécessaires. Ceci dans ses zones d'intervention et de circulation, ainsi qu'aux abords du chantier.

Le Titulaire sera responsable de tous dommages causés par son matériel,

Pour toute autre question le Titulaire se tournera vers le maître d'ouvrage qui adressera ses réponses à tous les candidats par écrit.

1.10 NUISANCES SONORES

En matière de bruit, la volonté du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre le cas échéant est, par-delà le strict respect des obligations légales et réglementaires, de réduire, autant que faire se peut, les nuisances sonores occasionnées par le déroulement des travaux,

Les travaux seront réalisés en site occupé. Afin de permettre à la Comédie Française une continuité d'activité, il est imposé aux entreprises de réaliser tous les travaux bruyants avant 13h. Des dérogations pourront ponctuellement être autorisées par la Maîtrise d'ouvrage, sur demande du Titulaire. Ces demandes seront exprimées lors des réunions de chantier et autorisations exceptionnelles validées dans les CR de ces réunions.

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les Titulaires, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- Loi no 92-1444 du 31 décembre 1992 dite Loi bruit, avec ses décrets et arrêtés d'application parus relative à la lutte contre le bruit.
- Tous les articles des différents codes, et tous les décrets, arrêtés, circulaires, etc., dont plus particulièrement :

Les entreprises auront, dans ce contexte, l'obligation d'employer les matériels les moins bruyants pour l'exécution de leurs travaux.

Sur simple demande de la Maîtrise d'œuvre, notamment en cas de plainte, le Titulaire devra également la justification – à quelque stade des travaux que ce soit – du respect de cette obligation.

A défaut, les travaux pourront être interrompus par la Maîtrise d'œuvre aussi longtemps que nécessaire et aux entiers dépens du Titulaire.

1.11 PLANS D'EXECUTION DES OUVRAGES, D'ATELIER, DE CHANTIER ET DE SYNTHESE

Le Titulaire sera tenu de préparer, suivant les plans, et conformément à la description des ouvrages, les plans d'exécution des ouvrages PEO, d'atelier et de chantier PAC, les calepinages, et les détails nécessaires cotés avec le plus grand soin.

Ces plans et détails seront soumis à l'approbation des maîtres d'œuvre et du contrôleur technique avant tout commencement d'exécution suivant la procédure décrite au CCAP et dans la NOC.

Les modifications apportées par ceux-ci à l'acceptation des plans d'exécution des ouvrages, d'atelier et de chantier ne seront en aucun cas l'objet de supplément de prix par rapport au montant forfaitaire soumissionné.

Le Titulaire demeure responsable des erreurs d'exécution des PEO, PAC commises ultérieurement dans l'exécution.

Le visa du maître d'œuvre sur les plans techniques du Titulaire n'ayant qu'un caractère d'examen du respect des conditions architecturales, la responsabilité technique des ouvrages et leur dimensionnement restent le seul fait du Titulaire.

Les ouvrages réalisés sans présentation des plans d'exécution ni approbation préalable du Maître d'œuvre, pourront être refusés sans recours du Titulaire.

1.12 COORDINATION

- du maître d'ouvrage des éventuelles sujétions particulières pouvant découler des conditions d'exploitation des locaux et pouvant avoir une influence sur les travaux.
- De prendre contact en temps opportun avec les Titulaires des autres corps d'état afin de prendre conjointement toutes dispositions pour assurer une parfaite coordination de leurs travaux respectifs.

1.13 CHOIX DES PROCÉDES

Les principes généraux sont définis par le présent devis descriptif et les plans du maître d'œuvre.

Chaque concurrent remettra dans sa proposition un dossier descriptif complet faisant ressortir les solutions techniques qu'il propose d'employer. Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de tenir compte principalement de la valeur technique du projet, tant au point de vue de la qualité et de l'aspect que de la sécurité et des garanties.

Le seul fait de soumissionner implique, de la part du Titulaire, qu'il prendra la garantie totale de ses ouvrages et qu'il sera tenu responsable des désordres pouvant provenir soit d'une conception erronée, soit d'une mauvaise exécution, et, de ce fait, il devra la remise en état ou le remplacement de ses ouvrages jugés défectueux.

Aucun supplément à son offre forfaitaire ne pourra être envisagé quand bien même les demandes du maître d'œuvre, du bureau de contrôle, du maître de chantier apporteraient des modifications dans les dimensions initiales prévues par le Titulaire.

1.14 NATURE ET CARACTERISTIQUE DES MATERIAUX

Ils répondront aux normes européennes et françaises en vigueur en fonction des matériaux mis en œuvre.

Les matériaux seront de premier choix et ne devront comporter aucun défaut. Ils seront conformes aux prescriptions du présent C.C.T.P.

Il est rappelé que les échantillons et fiches techniques relatives à la nature des ouvrages, les plans d'exécution et de calepinage, les procès-verbaux et avis techniques concernant les ouvrages réalisés devront, avant mise en œuvre, avoir obtenu l'approbation du maître d'ouvrage et du Bureau de Contrôle en phase préalable.

Deux exemplaires approuvés devront ensuite être conservés en permanence, disponibles sur le chantier, l'un pour l'ensemble des intervenants, l'autre à disposition exclusive du Maître d'ouvrage.

1.15 STOCKAGE DES MATERIAUX

Le stockage de l'ensemble des matériaux devra être conforme aux normes en vigueur et aux stipulations du fabricant.

Le Titulaire doit aménager un emplacement pour entreposer d'une manière rationnelle et à l'abri tous les matériaux afin que leur qualité soit intacte au moment de leur mise en œuvre.

Il restera responsable de ses ouvrages pendant la période de stockage sur le chantier.

Le non-respect de cette instruction conduirait au refus des éléments endommagés jusqu'à leur remplacement.

1.16 RECONNAISSANCE DES SUBJECTILES

Avant tout commencement d'exécution, le Titulaire est tenu de procéder à un examen détaillé des surfaces à revêtir afin d'en tirer tous les renseignements utiles à la bonne marche du travail et, éventuellement, présenter toutes réserves qu'il jugera préjudiciables à la bonne exécution de ses travaux.

Dans le cadre de cette opération, la réception contradictoire des supports sera organisée avec la présence conjointe des maîtrises d'œuvre, suivant les zones impactées, et de la maîtrise d'ouvrage afin d'explicitier et alerter en amont des conséquences éventuelles sur les ouvrages à réaliser.

Toute contestation des supports hors de ce contexte ne sera pas recevable.

Ces réserves devront être formulées par écrit au maître d'œuvre qui décidera en dernier ressort, des responsabilités respectives des entreprises intéressées.

1.17 PROTECTION ET NETTOYAGE

Le Titulaire du lot est responsable de la protection intégrale de tous les ouvrages faisant partie de son marché, jusqu'à réception des travaux.

Il devra en outre, au fur et à mesure de l'avancement du chantier ou sur la demande du maître d'œuvre, tous nettoyages consécutifs à ses travaux y compris sur les ouvrages des autres corps d'état qu'il aurait pu salir.

Le Titulaire du lot devra la protection de ses ouvrages pendant toute la durée des travaux par un procédé de son choix et sous sa responsabilité entière jusqu'à la réception des travaux.

Chaque poste de travail devra être nettoyé en fin de journée sur l'ensemble de la durée du chantier, dans l'intérêt de la protection des ouvrages existants, réalisées, et du respect des ouvrages des autres lots.

Chaque poste de travail doit être protégé, même s'il s'agit de poste de travail ponctuel.

Toutes dégradations sur les ouvrages protégés d'un autre lot seront à la charge de le Titulaire fautive. Toutes dégradations fortuites sur des ouvrages d'un autre lot seront imputées aux entreprises présentes sur site.

Le Titulaire devra tous les dispositifs d'interdiction d'accès des pièces pendant la durée des travaux de revêtements et les délais subséquents de protection de ces revêtements (délais à préciser au maître d'œuvre avant démarrage des travaux).

1.18 INTERPRETATION DU CCTP

Le Titulaire doit prévoir toutes les fournitures et façons indispensables au parfait achèvement des ouvrages suivant les règles de l'art, même si elles ne sont pas expressément mentionnées au CCTP.

De la même manière, les travaux comprennent tout ce qui est indiqué aux plans, coupes et élévations, ainsi qu'au présent CCTP quand bien même diverses indications de détails ne seraient pas précisées, le Titulaire reconnaissant avoir suppléer par des connaissances professionnelles aux éventuelles imprécisions du document fourni.

Le Titulaire du lot devra prendre contact avec tous les autres lots, afin de convenir avec eux des dispositions communes à adopter en ce qui concerne la réalisation de leurs ouvrages respectifs.

Il a le devoir de prendre connaissance des pièces des dossiers des autres corps d'états, et ne pourra en aucun cas faire état de ne pas les avoir consultés ou de les ignorer.

Le Titulaire est réputé prendre connaissance du plan d'installation de chantier, de connaître l'emplacement du chantier, ainsi que les possibilités d'accès, les disponibilités en eau, énergie, téléphones et plus généralement, les conditions locales du site où seront exécutés les travaux.

Le Titulaire est tenu de vérifier avant tout commencement d'exécution les cotes des documents graphiques, et de signaler au maître d'œuvre toute erreur ou omission qu'il pourrait constater ou le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer. En cas d'absence ou d'oubli de la part de le Titulaire, en cours d'exécution de ses travaux, celui-ci sera tenu pour responsable de son erreur, ainsi que des modifications qu'elles entraînent pour tous les corps d'états

1.19 PRECONISATIONS

- la notice sur les produits d'entretien des ouvrages réalisés, les précautions pour restaurer les ouvrages, les contre-indications concernant les produits à utiliser,
- les produits d'entretien compatibles ou non,
 - les précautions de remise en état.

1.20 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le Titulaire restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre. Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation ;
- conditions particulières rencontrées pour le chantier ;
- compatibilité des matériaux entre eux ;
- etc.

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, le Titulaire sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères ci-dessus. Dans le cas contraire, il fera par écrit au maître d'œuvre les observations qu'il jugera utiles.

Le maître d'œuvre prendra alors les décisions à ce sujet.

1.21 RECEPTION DES TRAVAUX

À la réception, le contrôle portera sur l'origine, le classement et l'épaisseur des matériaux, afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux échantillons agréés et au C.C.T.P, les contrôles permettront de s'assurer que le Titulaire respecte les règles d'exécution des DTU et Normes.

Les ouvrages défectueux seront refaits ou corrigés si le maître d'œuvre ne juge pas le remplacement indispensable.

Le Titulaire devra remédier à toutes les imperfections découlant de cette réception et mentionnées par le maître d'œuvre.

Dans le cas où, à la réception provisoire, des défauts notoires seraient constatés, l'ouvrage réalisé par le Titulaire devra être repris suivant les limites d'emprise déterminées par ordre de service du Maître d'œuvre au frais du Titulaire.

